



SOCIAL ACTIVE OBLI SOLIDAIRE

LES DEMARCHES DE PROGRES INITIEES PAR LES SOCIETES SELECTIONNEES

Elles sont composantes intrinsèques de notre jugement et de nos choix.

MUNICH RE évalue à 42 Mds\$ le coût économique des catastrophes naturelles survenues au premier semestre, estimation néanmoins en nette baisse par rapport aux deux dernières années, 2017 ayant été l'année la plus coûteuse de tous les temps. Les cyclones au Mozambique et en Inde ainsi que les inondations en Iran ont provoqué de grandes pertes humaines et financières très déstabilisantes. Les conséquences du changement climatique aggravent davantage la fragilité des pays émergents, les Etats-Unis et l'Australie ont également très touchés mais possèdent une meilleure organisation et une bonne couverture d'assurance pour parer à ces drames, en dépit toutefois de lacunes persistantes. Au total, ces absences de couverture, celles pour la santé et le risque de mortalité sont évaluées par Swiss Re à 1200 Mds\$. A cela s'ajoute la menace grandissante du cyber risque qui peut s'attaquer aux infrastructures critiques (les réseaux d'électricité, d'eau et de télécommunication) et dont la prise en charge ne peut plus être limitée aux seuls réassureurs, comme le confirment Munich Re et Swiss Re.

Selon une étude de l'Institut des Politiques Agricoles et Commerciales (IATP), les 20 premiers producteurs de viande et de produits laitiers auraient des émissions globales de CO₂ supérieures à celles de l'Allemagne ou du Royaume-Uni. Pourtant, la moitié d'entre eux seulement a mis en place un plan de réduction des émissions de carbone : les engagements les plus volontaristes d'ici à 2050 demeurent ceux de NESTLE qui a l'ambition de diviser par 2 ses émissions absolues et DANONE qui prévoit d'être neutre en carbone en cohérence avec l'acquisition de WhiteWave, spécialiste des laits végétaux.

LE POINT SUR ...

LE SECTEUR DE L'ENERGIE

Dans chaque secteur nous cherchons à sélectionner les meilleures pratiques.

Le Directeur Général de **ROYAL DUTCH SHELL**, Ben van Beurden, envisage « des possibilités d'expansion très importantes dans l'électricité » et projette d'investir 3 Mds\$ par an dans de nouvelles formes d'énergie d'ici à 2025, comme l'attestent déjà l'acquisition d'ERM, deuxième fournisseur australien d'électricité, et la reprise du fabricant allemand de batteries solaires

Sonnen. Les investissements de l'ensemble du groupe en faveur de la transition énergétique sont maintenant supérieurs à ceux consacrés aux activités de l'exploration production. Une même tendance s'affirme en France où les investissements en faveur de l'environnement du secteur de l'énergie dépassent largement ceux de la chimie et de l'agroalimentaire.

Sans prendre l'engagement comme Shell de publier ses émissions Scope 3, celles non liées directement à la fabrication du produit, BP a concédé plus de transparence sur ses émissions carbone sous la pression des investisseurs à la dernière Assemblée Générale. Les dirigeants se sont également fixés des objectifs de réduction afin de respecter l'Accord de Paris sur le climat, qui se traduiront par le désengagement à hauteur de 10 Mds\$ sur deux ans de certains actifs pétroliers comme récemment ceux de l'Alaska qui emploient 1600 personnes, cédés à l'Américain Hilcorp. Le retrait appréciable de ces zones fragiles après 60 ans de présence est néanmoins terni par l'annonce du rachat des pétroles et gaz de schiste de BHP.

L'ACCES A L'EAU DANS LES PAYS DU GOLFE

Des projets sur lesquels la vigilance s'impose.

Face à la perspective d'une diminution de moitié des ressources en eau dans les pays du Golfe, d'ici 2050 selon la FAO, les projets de dessalement se multiplient. Ce n'est cependant qu'une solution complémentaire car ce procédé affiche un bilan environnemental moins favorable que le recyclage de l'eau et l'amélioration des infrastructures en raison d'une consommation énergétique élevée et de rejets de saumure. Des entreprises françaises présentent une très bonne expertise dans tous ces domaines : ainsi, pour le dessalement, **SUEZ** a choisi la technologie de l'osmose inverse et **VEOLIA** les solutions hybrides (intégration des énergies renouvelables). **SCHNEIDER ELECTRIC** intervient dans les services de gestion et d'optimisation des opérations des sites.

LES DECEPTIONS

Elles font l'objet de notre dialogue actionnarial et obligataire. Ce trimestre, nous n'avons pas été amenés à effectuer de cession sous contrainte de critères ISR. Les discussions engagées auparavant avec certains émetteurs suivent leur cours.

Notre point d'attention reste **BNP PARIBAS**, même si la gouvernance a été revue et notoirement renforcée depuis que Jean Lemierre en a pris la présidence en décembre 2014.



La philosophie de Crédit Mutuel Asset Management : s'attaquer progressivement, grâce à ses choix solidaires, à toutes les formes d'exclusion et aider le plus grand nombre de personnes possible. Le profil de solidarité de chacun de nos engagements solidaires est synthétisé ci-après.

LES CRITERES DE BASE POUR ETRE AGREE INVESTISSEMENT SOLIDAIRE

Employant des salariés en difficulté, les entreprises d'insertion et entreprises adaptées conventionnées remplissent ces critères. Les autres structures (non cotées en Bourse), doivent obtenir auprès du préfet l'agrément ESUS Entreprise solidaire d'Utilité Sociale, avec les prérequis suivants :

- l'objectif de recherche d'utilité sociale doit être inscrit dans leurs statuts
- cet objectif doit significativement impacter leur compte de résultat
- la rémunération la plus élevée ne doit pas dépasser 10 fois le SMIC, et la moyenne des 5 plus élevées, 7 fois le SMIC.

L'ACTUALITE DE NOS STRUCTURES SOLIDAIRES

Association reconnue d'utilité publique, l'**ADIE** aide des personnes à l'écart du marché du travail et n'ayant pas accès au système bancaire classique à créer leur entreprise et leur emploi grâce au microcrédit. En 30ans 155000 entreprises ont été financées, avec un prêt moyen de 4000 euros.

17000 personnes ont été financées en 2018, 42% étaient alors aux minima sociaux et un quart n'avaient aucun diplôme.

La **CROIX-ROUGE FRANCAISE** a 5 branches d'activité. La plus importante est de loin la santé et les établissements de soin. La deuxième est l'action sociale, devant la formation, les actions internationales et les opérations d'urgence.

ENTREPRENDRE POUR HUMANISER LA DEPENDANCE (EHD), coopérative solidaire, construit et remet aux normes des maisons de retraite et établissements de soins pour des personnes dépendantes fragiles au plan social. Elle dispose également d'hébergements temporaires pour personnes vulnérables et de logements sociaux et intergénérationnels.

INITIATIVE FRANCE est le numéro un du prêt d'honneur en France. En 2018, il a financé 17325 entreprises (16400 en 2017), créé 31000 emplois et préservé 14700 postes, soit une progression de 6% en termes d'impact. Notre FCPE finance un programme d'entreprises remarquables par leur management, leurs choix environnementaux et leur implication sociale.

SIEL BLEU (Sport, Initiative Et Loisirs) est dans le domaine de la prévention-santé, pour des malades, des personnes dépendantes, voire des entreprises. 120000 personnes bénéficient chaque semaine de ses services, dont 40 000 personnes âgées dans le cadre d'accords avec des collectivités locales, EHPAD, maisons de retraite, des handicapés et des personnes atteintes de maladies chroniques ... Parmi les projets récents, les programmes Alzheimer et Parkinson, le suivi en post hospitalisation des personnes ayant connu un AVC.

DES RAISONS D'AGIR

Environ 20% des ménages sont en situation de précarité énergétique. Entre 2001 et 2013, le « taux d'effort net des aides au logement », c'est-à-dire la dépense consacrée au logement au regard du revenu, est passé pour les ménages à bas revenus de 26,2% à 33,6 %, contre 16,1% à 18,3 % pour l'ensemble des ménages.



SOCIAL ACTIVE OBLI SOLIDAIRE AU 30 SEPTEMBRE 2019

Notre univers ISR se limite à 50% de l'univers d'investissement potentiel.

Notre approche est orientée responsabilité et matérialité.

Pour chacun de nos critères ISR, nous avons déterminé les opportunités et risques de nos investissements. La trésorerie est considérée comme neutre.

La moyenne est pondérée du poids de chaque ligne en portefeuille et intègre aussi les critères 'sociétal' et 'engagement de l'entreprise pour la démarche de responsabilité sociale'.

- Environnement : bonne qualité (notamment grâce aux greenbonds BEI)
- Respect des libertés fondamentales / Social : niveau élevé (Engie parmi les meilleurs)
- Gouvernance : moyen-exigeant
- Education et santé / Sociétal : bon niveau
- Bien-être économique / Engagement démarche SR : les contraintes financières italiennes restent importantes.

S. Active Obligations ISR (sous-jacent de Social Active Obligations) est la principale ligne du FCPE. Les titres solidaires et leur utilité sociale sont présentés ci-dessous.

	Emploi	Logement	Micro-crédit	Fracture sociale	Biens et services utiles/bio	Commerce équitable / dialogue Nord-Sud
Croix-Rouge Française EHD *	✓	✓		✓	✓	
Initiative France	✓	✓	✓	✓	✓	✓

* Entreprendre pour Humaniser la Dépendance

** SIEL : Sport, Initiative et Loisirs

Composition du portefeuille au 30 Septembre 2019

A l'exception de la partie solidaire, le portefeuille est constitué de deux FCP de la gamme Social Active.

Fonds communs de placement		
Fonds communs de placement	S. Active Obligations ISR	80,50%
	CM-CIC Moné ISR	11,60%
Investissements solidaires	BAO Croix-Rouge	2,38%
	BAO EHD	1,67%
	BAO Initiative France	1,83%
Liquidités		2,02%

Les informations contenues dans ce document ne constituent en aucune façon un conseil en investissement et leur consultation est effectuée sous votre entière responsabilité. Avant d'investir, consultez votre conseiller financier.



Social Active Obligations Indicateurs d'impact

	Niveau moyen			% groupes couverts			% encours couvert		
	2017	2018	2019	2017	2018	2019	2017	2018	2019
Mesure de la performance environnementale									
Emissions de GES tonne par million d'unité de CA - scope 1	582,1	304	162	50	39	60	23	14	11
Consommation d'énergie MWh par million d'unité de CA	1065	1038	848	75	43	60	20	15	11
Consommation d'eau m3 par million d'unité de CA	2367	2938	42	58	35	33	17	11	4
Déchets en tonnes par million d'unité de CA	36,2	18,4	18,9	50	22	33	14	7	9
Mesure de la performance sociale									
% Turnover	8	9	10	67	39	47	17	13	10
Nb accidents mortels	3,28	1,4	3,00	58	43	33	15	11	5
Age moyen	36	40	39	8	13	33	3	4	2
Femmes dans le management/total femmes	0,66	0,65	0,88	50	22	27	12	8	7
Mesure de la performance en matière de gouvernance									
Nb de conseil d'administration /an	9,5	11,2	8,8	83	57	87	23	19	14
Nb administrateurs	12,8	13,2	13,5	83	57	87	23	19	14
Taux de présence au conseil en %	94	95	95	83	57	87	23	19	14
Mesure de la performance en matière de droits de l'homme									
Signataires du pacte mondial	9	13	9	83	57	60	23	19	11
Nb groupes ayant une politique de défense des droits humains	10	7	9	83	43	60	23	17	11

Sources : sociétés, Bloomberg, Crédit Mutuel AM

	Définition	Métrique
Mesure de la performance environnementale		
Emissions de GES tonne par million d'unité de CA - scope 1	Moyenne des émissions de gaz à effet de serre scope 1, c'est-à-dire émissions directes de l'entreprise, tous gaz à effet de serre confondus ramenés en équivalent CO2, calcul sur méthodologie CDP -rapportées au chiffre d'affaires. Indicateur d'empreinte carbone.	tonne / million d'euros
Consommation d'énergie MWh par million d'unité de CA	Moyenne. Toutes consommations d'énergie -rapportées au chiffre d'affaires.	Mwh / million d'euros
Consommation d'eau m3 par million d'unité de CA	Moyenne. Consommation d'énergie -rapportée au chiffre d'affaires : mesure du prélèvement sur les ressources naturelles.	m3 / million d'euros
Déchets en tonnes par million d'unité de CA	Moyenne. Déchets (tous déchets confondus) -rapportés au chiffre d'affaires : mesure du prélèvement sur les ressources naturelles et de l'incidence potentielle sur l'environnement.	tonne / million d'euros
Mesure de la performance sociale		
% Turnover	Moyenne. Nombre d'employés ayant quitté la société, en pourcentage de la moyenne du nombre total d'employés.	%
Nb accidents mortels	Moyenne. Nombre d'employés qui sont décédés sur le site de la société ou dans l'un de ses établissements ou suite aux activités de la société.	nombre de personnes
Age moyen	Moyenne. Age moyen des salariés des sociétés en portefeuille.	en années
Femmes dans le management/total femmes	Moyenne. Part des femmes employées dans des postes de direction supérieurs (senior) dans la société par rapport au nombre de femmes employées dans la société, exprimé en pourcentage du nombre total d'employés. Indicateur d'égalité des chances.	%
Mesure de la performance en matière de gouvernance		
Nb de conseil d'administration /an	Nombre moyen de réunions du conseil d'administration pour la dernière année connue.	nombre de réunions
Nb administrateurs	Nombre moyen d'administrateurs pour la dernière année connue : indicateur de taille et d'efficacité	nombre de personnes
Taux de présence au conseil en %	Taux d'assiduité des administrateurs.	%
Mesure de la performance en matière de droits de l'homme		
Nb signataires du pacte mondial	Sociétés signataires du Pacte Mondial (Global Compact) de l'ONU.	nombre de sociétés
Nb groupes ayant une politique de défense des droits humains	Sociétés qui ont mis en place une politique de défense des droits humains. Important pour celles qui ont un sourcing dans des pays à risque, par exemple Asie du Sud-Est.	nombre de sociétés
% groupes couverts	% de l'encours du portefeuille est investi pour lequel nous disposons de l'information	%
% encours couvert	% de groupes où le portefeuille est investi pour lequel nous disposons de l'information	%
Sources	sociétés, Bloomberg, CDP, Crédit Mutuel AM	

Les informations contenues dans ce document ne constituent en aucune façon un conseil en investissement et leur consultation est effectuée sous votre entière responsabilité. Avant d'investir, consultez votre conseiller financier.